

France/A la veille de nouvelles manifestations

Les "gilets jaunes" mettent le pays en alerte rouge

AFP
Paris/France

L'exécutif, qui redoute une réédition des scènes du week-end précédent, a promis un dispositif sécuritaire exceptionnel.

LA France était en état d'alerte maximale hier à la veille de nouvelles manifestations de "gilets jaunes" qui font craindre une répétition des émeutes à Paris, un scénario que le gouvernement veut à tout prix éviter, mobilisant massivement son appareil sécuritaire.

"Force restera à la loi", a prévenu dans la matinée le ministre français de l'Intérieur Christophe Castaner en présentant le dispositif "de grande envergure" qui sera déployé à cette occasion. Seront notamment utilisés dans la capitale des véhicules blindés de gendarmerie capables de détruire les barricades qui pourraient y être érigées comme le 1er décembre et dont les images ont fait le tour du monde.

L'exécutif martèle qu'il est en état d'alerte maximale. Il en appelle au sentiment républicain parmi les Français, ne cachant pas une grande inquiétude face à un éventuel risque de situation insurrectionnelle. "Ces trois dernières semaines ont fait naître un monstre qui a échappé à ses géniteurs", a déclaré Christophe Castaner pour qualifier la révolte des "gilets jaunes" - ces Français issus des classes moyennes et populaires dénonçant la politique fiscale et sociale du gouvernement - devenue le creuset de toutes les contestations françaises, comme celle des lycéens. Le recul du gouvernement sur la taxation du carburant, boutefeu de la colère,



Photo : AFP

Face aux manifs des "gilets jaunes" ce samedi, l'exécutif a prévu un dispositif sécuritaire "sans précédent".

n'a pas permis d'apaiser un mouvement déstructuré, évoluant hors des cadres établis, et sans leader.

Un certain nombre de gilets jaunes, mais aussi de personnalités, ont appelé à ne pas manifester à Paris pour éviter des violences qui, jusqu'ici, n'ont pas entraîné directement la mort de manifestants, casseurs ou membres des forces de l'ordre.

L'appareil d'Etat, qui ne parvient pas depuis trois semaines à apaiser politiquement cette colère populaire, déploie son arsenal sécuritaire, judiciaire, administratif pour assurer l'ordre public.

"SANS PRECEDENT" • Au total, 89 000 policiers et gendarmes seront déployés dans toute la France ce samedi pour éviter de revivre les scènes de la semaine précédente : affrontements sous l'Arc de Triomphe, barricades enflammées dans les beaux quartiers, pillages, nuages de gaz lacrymogène pour tenter de disperser des "gilets jaunes" et des casseurs incontrôlables.

Un dispositif "sans précédent", a commenté le directeur général de la gendarmerie nationale, Richard Lizurey, alors que

"tout laisse à penser que des éléments radicaux vont tenter de se mobiliser", selon M. Castaner.

Sur les réseaux sociaux, le principal vecteur d'organisation des gilets jaunes, certains mots d'ordre évoquent clairement un changement de régime ou un départ du président français Emmanuel Macron, toujours mutique, qui doit théoriquement s'exprimer en début de semaine prochaine sur cette grave crise.

Très impopulaire, conscient qu'il cristallise le ressentiment d'une part importante des Français, le chef de l'Etat, élu en 2017 en se présentant comme l'homme du changement, du renouveau, mais régulièrement accusé par ses détracteurs d'être le "président des riches", "ne souhaite pas mettre d'huile sur le feu", selon le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand. D'autant que le mouvement des gilets jaunes est lui très largement populaire, d'après les mêmes sondages.

Tour Eiffel, musée du Louvre, d'Orsay, Pompidou, Grands magasins fermés, rideau baissé sur la scène de l'Opéra ou à la Comédie française, nombreux

matchs de football reportés... A Paris, comme en province, la France se claquemure et retient son souffle.

Circuler dans la capitale, une des villes les plus visitées au monde, sera sans doute une gageure en raison des nombreuses restrictions de circulation automobile, des dizaines de stations de métro fermées, de lignes de bus déviées, de stations de vélo en libre-service désactivées.

"Faites profil bas et évitez les rassemblements", a recommandé jeudi soir l'ambassade des Etats-Unis aux Américains présents à Paris. Le gouvernement belge a quant à lui incité les voyageurs à "reporter leur séjour dans la capitale" française.

"Les informations et images que nous recevons de Paris sont terrifiantes. Ça n'a pas l'air d'être le bon moment de venir pour les fêtes", a commenté au téléphone un couple de sexagénaires de Grand Rapids, dans le Michigan, en annulant son séjour auprès d'un particulier qui loue un hébergement, a raconté ce dernier à l'AFP.

ARRESTATIONS PREVENTIVES • Du côté des autori-

tés, le procureur de la capitale Rémy Heitz a annoncé avoir pris des mesures pour permettre aux policiers d'interpeller des personnes souhaitant "en découdre avec les forces de l'ordre" en amont des manifestations.

Dans certaines zones, les autorités interdisent de manifester, comme dans le nord de la France. Ou bien, elles prohibent la vente et le transport de carburants, d'engins pyrotechniques et de produits inflammables ou chimiques, pour limiter le recours aux engins incendiaires.

Les hôpitaux parisiens ont aussi renforcé leurs équipes en prévision du weekend.

Parmi les autres contestataires qui tentent de s'agglomérer à la révolte, certains lycéens continuaient hier de manifester, bloquant des établissements scolaires et provoquant eux aussi des violences urbaines, en particulier en région parisienne.

Quelques milliers d'entre eux ont défilé hier à Paris, leur premier cortège dans la capitale depuis la reprise de leur mobilisation en début de semaine dans la foulée des "gilets jaunes". A Mulhouse, dans l'est, un policier a été grièvement blessé au cours d'une manifestation par un lycéen engagé en moto qui l'a percuté, selon les autorités. Illustration du désarroi face à ce mouvement : les partenaires sociaux, complètement hors-jeu, se divisent sur les solutions à apporter.

Le Premier ministre Edouard Philippe devait recevoir hier soir une délégation de six gilets jaunes membres d'un collectif ayant appelé à renoncer à manifester aujourd'hui à Paris.

L'Afrique en bref

• Burkina Faso / Attaque. Deux policiers tués dans le nord-ouest

Deux policiers burkinabè ont été tués lors d'une embuscade jeudi dans le nord-ouest du Burkina Faso, ont rapporté hier à l'AFP des sources policières.

• Nigeria / Jihadistes. L'armée repousse deux attaques de Boko Haram dans le Nord-Est

Les troupes nigérianes ont repoussé les tentatives du groupe jihadiste Boko Haram de s'emparer de deux bases militaires dans le nord-est du pays, où les attaques contre des cibles militaires se multiplient, selon des sources sécuritaires hier.

• RD Congo / Rébellion. 17 civils tués à Beni

Dix-sept civils ont été tués dans deux massacres attribués aux rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF) dans la région de Beni, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, après le passage d'un candidat à la présidentielle, a-t-on appris hier auprès du maire de la ville.

• Zambie / Politique. Le président peut se représenter en 2021

La Cour constitutionnelle zambienne a jugé hier que l'actuel président du pays Edgar Lungu pourrait briguer un nouveau mandat en 2021, écartant les arguments de l'opposition qui estimait qu'il aura alors déjà accompli deux mandats.

A travers le monde

• Allemagne/Politique. CDU : de Merkel à Merkel-bis



Photo : AFP

Le parti conservateur allemand CDU a élu hier une fidèle d'Angela Merkel - elle est d'ailleurs surnommée Merkel 2 ou Merkel-bis - à sa tête, Annegret Kramp-Karrenbauer, 56 ans, qui remplace à ce poste la chancelière, contrainte de le quitter après 18 ans de règne.

• Etats-Unis/Politique. Trump nomme Barr à la Justice et Nauert à l'Onu

Le président américain Donald Trump a annoncé hier nommer au poste de ministre de la Justice William Barr, un juriste républicain respecté qui a déjà occupé cette fonction au début des années 1990 sous la présidence de George H.W. Bush. De son côté, Heather Nauert, ancienne journaliste de la chaîne Fox News, a été nommée ambassadrice des Etats-Unis à l'Onu en remplacement de la démissionnaire Nikki Haley.

Burundi/Diplomatie

Bujumbura exige un sommet régional sur le "conflit" avec son "ennemi" rwandais

AFP
Nairobi/Kenya

LE président burundais Pierre Nkurunziza a exigé la tenue d'un sommet spécial des chefs d'état de la région consacré à ce qu'il qualifie de "conflit ouvert" avec son "ennemi" et voisin rwandais, a-t-on appris hier auprès de la présidence.

Dans une lettre ayant fuité sur les réseaux sociaux et dont l'authenticité a été confirmée à l'AFP par une source au sein de la prési-

dence, M. Nkurunziza a accusé le Rwanda, comme il l'a déjà fait à de nombreuses reprises, d'être à l'origine de la crise que traverse le Burundi depuis avril 2015.

Il a soutenu notamment que son voisin recrute et soutient de jeunes réfugiés burundais qui tentent ensuite de "déstabiliser" le Burundi.

Le Rwanda "est le principal facteur de déstabilisation de mon pays et par conséquent, je ne le considère plus comme un pays partenaire, mais comme un ennemi", a tancé le président burundais dans cette lettre

datée du 4 décembre et adressée à son homologue ougandais Yoweri Museveni, médiateur dans la crise burundaise.

Après avoir provoqué le report d'un sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) fin novembre, qui portait notamment sur la crise burundaise, M. Nkurunziza a exigé "l'organisation d'un sommet extraordinaire dont l'agenda sera de trouver une solution à la question du conflit ouvert entre le Burundi et le Rwanda".

M. Nkurunziza, qui accuse régulièrement le Rwanda d'être le "cheval de Troie"

de l'ancien colon belge et de l'Union européenne, estime que c'est au terme d'un tel sommet que le gouvernement pourra participer à un dernier round du dialogue interburundais de sortie de crise.

Il a toutefois réitéré que le gouvernement refuse de discuter avec l'opposition en exil, qu'il accuse d'avoir fomenté un coup d'Etat.

« Le fait de voir Nkurunziza déclarer le Rwanda comme son "ennemi" est très grave et très inquiétant », a réagi un diplomate africain sous couvert d'anonymat.

"Cette volonté délibérée de régionalisation de la crise

burundaise est une fuite en avant, un tournant dangereux qui peut avoir de graves conséquences dans une région très instable", a renchéri un autre diplomate africain.

Le Burundi est en crise depuis que M. Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé.

Sa réélection en juillet de la même année a déclenché une crise qui a fait au moins 1 200 morts et déplacé plus de 400 000 personnes. La Cour pénale internationale a ouvert une enquête.